

Pauvreté et santé mentale en province de Liège

Dans la province de Liège, comme ailleurs en Belgique, les inégalités sociales se creusent. La sidérurgie et l'industrie lainière, en déclin ou disparues, ont laissé derrière elles chômage et précarité. Les industries existantes posent des problèmes de pollution et donc de santé. Les personnes récemment immigrées vivent dans la pauvreté et l'insécurité (papiers, emploi,...). Beaucoup de personnes vivent seules. Les associations de la province se mobilisent, nombreuses, notamment pour faire face de façon novatrice aux problèmes de santé mentale liés à la pauvreté.

Avec le soutien du service Education permanente de
la Communauté française Wallonie-Bruxelles



Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Vivre Ensemble Education, 2009

La province de Liège est pratiquement aussi étendue que celle du Hainaut et ce n'est pas le seul point commun entre les deux provinces. Avec le Nord-Pas-de-Calais, elles partagent le passé industriel et les traces qu'il a laissées dans le présent. Si l'on veut brosser à grand traits le portrait socioéconomique de la province, on peut en retenir ceci :

Deux foyers de pauvreté se détachent : le bassin sidérurgique liégeois, d'une part, avec la vallée de la Meuse (Herstal, Seraing, Tilleur, Ougrée, Jemeppe, Flémalle), et le bassin lainier le long de la Vesdre (Verviers, Dison, Pepinster, Dolhain), d'autre part. Des industries disparues ou en crise structurelle laissent autour d'elles une population vieillissante et un faible taux d'emploi.

De plus, ces zones sont ou ont été le siège d'industries polluantes (comme Agriphar, usine de pesticides, située à Ougrée) qui ont des conséquences sur la santé des habitants. Les poussières noires de la sidérurgie pénètrent les poumons et se déposent sur les légumes des jardins potagers. Ceux-ci sont pourtant, pour les familles les plus pauvres, le seul moyen de manger des légumes frais. Quand les hauts-fourneaux se remettent en route, c'est synonyme de retour au travail

pour une partie des habitants, mais c'est aussi la reprise d'une pollution néfaste pour ceux-ci...

Agriphar est un site particulièrement « sensible » : proche des quartiers d'habitations, selon les schémas anciens où les logements des ouvriers jouxtaient l'usine, elle a déjà été le théâtre de plusieurs accidents graves (incendies, pollution de la Meuse).

UNE PAUVRETÉ BIEN PRÉSENTE



A Verviers, en plus des séquelles de la fermeture des industries lainières après la seconde guerre mondiale, on note une présence importante de personnes immigrées, principalement turques, mais aussi africaines. Ces populations vivent souvent dans des conditions difficiles : chômage, (trop) longues procédures de demande d'asile, aide sociale, etc.

Le pourcentage de la population de la province de Liège qui bénéficie du RIS est le plus élevé de Wallonie : 15,5% contre, par exemple, 11,8% dans le Hainaut. Le taux de chômage est également élevé : en 2008, il s'élevait à 10,6% pour la province¹.

Cependant, il ne faudrait pas généraliser trop vite ces traits domi-

nants : au sein de la province et même d'une commune, on constate de fortes disparités. Ougrée, par exemple, se compose d'Ougrée-Bas, quartier proche des industries (sidérurgie, Agriphar, citée plus haut), constitué de petites maisons ouvrières généralement en mauvais état, et d'Ougrée-Haut, zone verdoyante abritant surtout des villas cossues entourées de grands jardins. A Verviers, les populations précarisées se concentrent dans la vallée de la Vesdre, ancienne zone industrielle textile, tandis que les quartiers aisés occupent les hauteurs de la ville.

INÉGALITÉS EN VILLE

La Ville de Liège, qui compte environ 200 000 habitants, se caractérise par le nombre élevé de personnes qui y vivent seules : les « ménages d'une seule personne » représentent 53,85 % des ménages en 2008. On y trouve d'une part une population bourgeoise vieillissante, d'autre part des universitaires et des travailleurs aisés, et, enfin, une population plus précarisée. Cette cohabitation provoque la gentrification de certains quartiers, c'est-à-dire la transformation progressive de quartiers populaires en quartiers « chics », recherchés par les hauts revenus. Ce phénomène est accentué – involontairement, peut-être – par l'octroi, par la Ville de Liège, de primes à la rénovation et la réhabilitation de logements dans le centre-ville, qui connaît notamment un nombre élevé d'habitations vides.

C'est surtout la question de la santé mentale qui préoccupe les associations liégeoises de lutte contre l'exclusion.

Les populations défavorisées, d'origine belge ou étrangère, habitent plutôt dans les anciens quartiers du nord de la ville (Féronstrée, Outremeuse, Droixhe) et dans la périphérie, à Engis, Flémalle, Seraing, Herstal, Oupeye, où l'on trouve de vastes cités sociales. Les ménages les plus aisés qui n'habitent pas le centre-ville trouvent sur le versant sud de la vallée de la Meuse – Neupré, Esneux,... - un cadre verdoyant qui leur offre une bonne qualité de vie, à proximité du centre urbain.

SANTÉ MENTALE : L'ASSOCIATIF SE MOBILISE

Outre les problèmes de santé liés à l'environnement industriel, c'est la question de la santé mentale qui préoccupe surtout les associations qui tentent d'endiguer la pauvreté dans la région liégeoise. Elles sont

en effet nombreuses à le constater : l'insécurité d'existence, le stress permanent, l'incertitude du lendemain et la faible estime de soi ont des conséquences sur la santé, et la santé mentale en particulier.

A leur tour, les problèmes de santé mentale influencent négativement les possibilités de retrouver un logement, un travail, un réseau de relations sociales. Et c'est la spirale de l'exclusion qui s'enclenche².

C'est pourquoi les associations liégeoises se mobilisent pour travailler avec des personnes précarisées mentale-

ment : Revers asbl, Article 23 asbl, Club André Baillon, SIAJEF, Tabane asbl, etc. Elles travaillent en partenariat et participent au Mouvement pour une Psychiatrie Démocratique dans le Milieu de Vie. Comme son nom l'indique, ce mouvement privilégie l'accompagnement des patients dans leur milieu de vie plutôt que l'hospitalisation psychiatrique. Son développement est soutenu par le Centre Franco Basaglia, basé à Liège.

jours que ces personnes ont une place dans la société. (...) Nous avons donc créé un espace qui permet à ces personnes de s'intégrer dans un travail réel quel que soit leur niveau de départ. Cet espace peut offrir des passerelles vers le travail en général et vers l'emploi en particulier.⁴ »

L'association propose des stages dans trois secteurs : l'HORECA, les métiers du bâtiment et le secrétariat/graphisme/multimédia. Durant leur stage, les personnes se (re-)familiarisent avec les horaires, l'hygiène alimentaire, la présentation de soi, les exigences de qualité, les délais. Elles apprennent aussi l'autonomie, l'entraide et la solidarité, l'écoute,... autant d'atouts pour une réinsertion dans la société et en particulier dans le monde du travail. Une réinsertion qui se fait au rythme du stagiaire, grâce à un suivi à long terme.

Tout comme Article 23, Revers ASBL est un dispositif local d'insertion et propose divers ateliers culturels, tels que expression, musique, peinture, cuisine, médias, alphabétisation. Ceux-ci sont des lieux et des temps qui favorisent la dynamique de groupe et développent une expression individuelle et collective. Ces ateliers invitent la personne à se re-situer en tant qu'individu à part entière, doué d'un potentiel utile pour le groupe, la société, et pour soi-même.

L'asbl Tabane, quant à elle, se préoccupe plus particulièrement de l'accompagnement et de l'assistance médico-psychologique des personnes

migrantes ou issue de l'immigration, dans une approche ethnopsychiatrique.

Ce foisonnement d'initiatives en matière de santé mentale dans la province est-il le signe d'une importance particulière de ce problème à Liège ? A priori, rien ne permet de l'affirmer, si ce n'est, peut-être, la proportion très importante de personnes vivant seules. L'isolement est en effet un facteur aggravant l'exclusion sociale et la mauvaise santé mentale. En Belgique, 23,7% des personnes isolées vivent sous le seuil de pauvreté. Pour les ménages monoparentaux, ce chiffre atteint même 31,7%⁵.

Ces associations sont en tout cas un signe positif de prise en compte de toutes les dimensions de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Et si, comme évoqué au début de cette analyse, la situation socio-économique de la province de Liège a des points communs avec d'autres régions, on peut espérer que cette nouvelle façon d'envisager les soins psychiatriques saura inspirer, ailleurs, d'autres acteurs associatifs et pouvoirs publics.

Véronique Neycken
Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education
Décembre 2009

SOURCES

- « Analyse dynamique des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges », Christian Vandermorten, Pierre Marissa & Gilles Van Hamme, Christian Kesteloot, Katrien Slegers & Lien Vanden Broucke, Bertrand Ippersiel, Stanislas de Bethune & Renaud Naiken.

- Tableau de bord stratégique, Ville de Liège, Février 2009.

- www.psychiatries.be

- www.clubandrebaillon.be

- www.luttepauvrete.be

NOTES

¹ Pour comparaison : Hainaut : 11,7%; Brabant wallon : 6,5%; Namur : 8,9%.

² Voir notre analyse « Pauvreté et santé mentale », 2008, sur www.vivre-ensemble.be

³ www.psychiatries.be

⁴ voir www.psychiatries.be, page « liens »

⁵ « La pauvreté en Belgique », communiqué de presse du 17 octobre 2008, SPF Economie PME, Classes moyennes et Energie.

C'est à lui que l'on doit l'opération « un lit psychiatrique en balade » qui a eu lieu en mai 2009. Ce lit, symboliquement sorti d'un hôpital psychiatrique et baladé dans des dizaines de villes et villages de Wallonie, voulait attirer l'attention sur la nécessité de consacrer plus de moyens aux soins psychiatriques dans le milieu de vie. Cette action entendait également susciter « un changement culturel dans notre perception de la maladie mentale »³.

UN AUTRE REGARD SUR LA MALADIE MENTALE

Article 23 asbl est un dispositif local d'insertion par le travail de personnes qui, dans le circuit classique, seraient en hôpital psychiatrique. Une quarantaine de stagiaires sont répartis en trois ateliers de production réelle et de fourniture de biens et de services de qualité pour la population. « En effet, nous considérons que l'immense majorité des personnes internées peut être suivie et traitée dans le milieu de vie, dans des structures mises en place dans le milieu de vie des personnes, explique l'association. Nous prouvons tous les